

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 8–11 novembre 2010

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
WFP/EB.2/2010/9-B/6

8 octobre 2010  
ORIGINAL: ANGLAIS

## AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS BANGLADESH 104100 (2007-2010)

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	177 373 181	45 867 061	223 240 242
Coût des transferts en espèces et des bons pour le PAM	8 878 459	8 012 814	16 891 273
Coût total pour le PAM	297 298 089	75 933 266	373 231 355

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

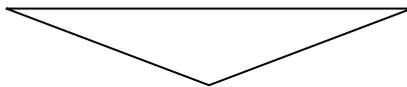
Directeur régional, ODB\*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: M. S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Bangkok (Asie)

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 75,9 millions de dollars proposée pour le programme de pays Bangladesh 104100 (2007-2010) (WFP/EB.2/2010/9-B/6), assortie d'une prolongation d'un an du programme, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. Le programme de pays Bangladesh 104100, qui a débuté en janvier 2007, devait se terminer le 31 décembre 2010. La présente révision budgétaire propose de le prolonger d'un an jusqu'au 31 décembre 2011 et d'y allouer des ressources supplémentaires, afin de permettre au PAM de maintenir l'aide au développement dont bénéficient actuellement 2,1 millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dans le pays.
2. Le lancement du nouveau programme de pays a été repoussé à 2012 de façon à laisser au PAM le temps de le faire concorder avec la version révisée du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Cette révision budgétaire donnera au Programme l'occasion de relier les activités en cours et celles qui relèveront du prochain programme de pays (2012–2015) et de les harmoniser avec le document de stratégie qu'il a établi pour le Bangladesh. Les objectifs de la prolongation sont les suivants: i) intégrer les activités et les axer sur certaines régions; ii) mettre fin à la distribution de vivres menée dans le cadre du programme de développement en faveur des groupes vulnérables, qui a été la principale activité menée au titre du programme de pays; iii) définir plus précisément l'intervention nutritionnelle au moyen d'approches à la fois préventives et curatives; iv) renforcer les partenariats avec le Gouvernement et d'autres organismes des Nations Unies; et v) rendre les autorités nationales mieux à même de gérer le programme de développement en faveur des groupes vulnérables et de lancer un programme national d'alimentation scolaire.

## JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

### Résumé des activités existantes

3. Dans le cadre du programme de pays actuel, le PAM porte assistance à 3 millions de bénéficiaires chaque année. Son objectif est d'aider le Gouvernement à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement en améliorant la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages extrêmement pauvres. Sont actuellement en cours:
  - un programme de développement en faveur des groupes vulnérables, qui offre une assistance aux femmes extrêmement pauvres et utilise des rations alimentaires et des incitations en espèces pour encourager la participation aux activités de développement appuyées par des organisations non gouvernementales;
  - des activités de nutrition communautaire en faveur de groupes vulnérables tels que les enfants de 6 à 24 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes, ou encore les adolescentes des ménages extrêmement pauvres;
  - des activités Vivres pour l'éducation, grâce auxquelles les élèves des écoles maternelles et primaires reçoivent des biscuits enrichis en micronutriments dans les régions particulièrement défavorisées où le taux de scolarisation dans le primaire est bas;
  - des actions visant à accroître la capacité de résistance des communautés exposées aux catastrophes à travers la création d'avoires communautaires à l'épreuve des catastrophes et la mise en place d'activités rémunératrices de type Vivres contre travail et Espèces contre travail; et

- des interventions destinées à renforcer les capacités des organismes gouvernementaux et des organisations non gouvernementales partenaires, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience des activités appuyées par une aide alimentaire.
4. Le PAM cible: les ménages sans terre et sans emploi ou sous-employés ayant un faible niveau d'instruction et peu de possibilités de gagner de l'argent; les ménages endettés à bas revenu; les ménages pauvres souvent exposés à des chocs tels qu'inondations et cyclones; les ménages vivant dans des taudis urbains; et les ménages exclus de la société ou marginalisés comme ceux qui sont dirigés par des femmes . .
  5. Les marchés fonctionnent relativement bien dans de nombreuses zones, bien que l'instabilité des prix continue de créer des difficultés aux ménages les plus démunis. Il a été constaté que les vivres avaient plus d'effets sur la consommation et la nutrition à court terme des ménages que les transferts monétaires, aussi ce type d'aide a-t-il été retenu dans les cas où l'on cherchait à améliorer la situation dans ce domaine ou à assurer un apport en micronutriments. Les transferts monétaires seront utilisés quand l'objectif principal sera de générer des revenus à long terme et non d'augmenter la consommation alimentaire à brève échéance.
  6. Il est proposé de prolonger le programme de pays en 2011 pour continuer d'aider les ménages extrêmement pauvres exposés à l'insécurité alimentaire et les communautés vulnérables jusqu'au lancement du nouveau programme de pays en 2012.

### Conclusions et recommandations issues des évaluations

7. D'après l'enquête de 2005 sur les revenus et les dépenses des ménages, 60 millions de Bangladais n'atteignent pas le seuil minimal de consommation de 2 122 kilocalories par jour et par personne, et 29 millions de personnes consommeraient moins de 1 805 kilocalories par jour.
8. L'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages réalisée en 2009 par le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Institut de la santé publique et de la nutrition a fait ressortir d'importants problèmes de malnutrition aiguë, d'insuffisance pondérale et de retard de croissance dans tout le pays. La malnutrition aiguë globale s'établissait à 13 pour cent, niveau jugé grave par l'Organisation mondiale de la Santé, et le taux de malnutrition aiguë grave était de 3 pour cent. Le retard de croissance et l'insuffisance pondérale étaient également très élevés (40 et 37 pour cent respectivement). Plus de 2,1 millions d'enfants de 6 à 59 mois souffraient de malnutrition aiguë et 548 000 d'entre eux de malnutrition grave<sup>1</sup>. Dans le cadre de la présente révision budgétaire, le PAM ciblera les femmes et les enfants des zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire d'après les données issues de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité.
9. Le Bangladesh a fait de gros progrès pour ce qui est d'accroître la scolarisation et de réduire les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation: le taux net de scolarisation est de 87 pour cent pour les garçons et de 91 pour cent pour les filles, et le taux d'assiduité est de 79 pour cent chez les garçons et de 84 chez les filles<sup>2</sup>. L'accès à l'enseignement primaire s'est amélioré, mais le taux d'abandon est élevé, en particulier parmi les enfants très pauvres. Le manque d'instruction d'une grande partie de la

<sup>1</sup> PAM, 2009. *Bangladesh Household Food Security and Nutrition Assessment, 2009* (Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages au Bangladesh, 2009). Rome.

<sup>2</sup> UNICEF, 2009. *La situation des enfants dans le monde*. New York.

population continue d'avoir des répercussions sur le développement économique. Chaque jour, ce sont 4 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école<sup>3</sup>.

10. Le Bangladesh est exposé aux chocs météorologiques et aux effets à long terme du changement climatique, qui se traduisent notamment par des événements soudains, tels que des inondations, des raz-de-marée et des cyclones, et par des crises à évolution lente, comme des périodes sèches prolongées, la sécheresse, la salinisation et la contamination des eaux. La vulnérabilité est aggravée par la pression démographique croissante et l'extrême pauvreté. Ces catastrophes ont eu un impact sur la production agricole et les moyens de subsistance, avec des effets défavorables sur l'économie et les revenus. Les ménages adoptent régulièrement des stratégies de survie préjudiciables, telles que la réduction de la consommation de nourriture, la vente d'avoires productifs, la contraction d'emprunts à forts taux d'intérêt, la décision d'envoyer des membres de la famille loin de chez eux pour se livrer à un travail dangereux et la migration vers les bidonvilles<sup>4</sup>.

### **Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire**

11. La présente révision budgétaire n'introduit pas de nouvelles activités; elle consiste à harmoniser celles en cours avec celles prévues au titre de la nouvelle stratégie de pays et les avantages comparatifs du PAM au Bangladesh.
12. Le PAM appuie le programme de développement en faveur des groupes vulnérables du Gouvernement depuis 30 ans. Conformément à la nouvelle stratégie de pays, il cessera progressivement ses distributions de vivres d'ici à la fin de 2010 et axera son programme de développement en faveur des groupes vulnérables sur le renforcement des capacités des autorités nationales. Le Gouvernement a augmenté ses contributions en produits alimentaires et en espèces à ce programme, et couvrira les besoins auxquels le PAM répondait auparavant.
13. Le PAM et des organismes publics ont élaboré un cadre de renforcement des capacités qui s'inscrit dans une stratégie de transfert des responsabilités. La présente révision budgétaire comporte des dispositions destinées à assurer cette transition, étant entendu qu'une stratégie plus vaste de renforcement des systèmes sera incluse dans le programme de pays 2012–2015.
14. Dans le cadre du dispositif relatif au développement en faveur des groupes vulnérables, les transferts monétaires dont bénéficient actuellement 150 000 personnes se poursuivront par le biais du programme de sécurité alimentaire des populations extrêmement pauvres.
15. Les activités de nutrition communautaire continueront de cibler les groupes vulnérables des zones où la dénutrition est importante. Durant la période de prolongation, le PAM entend réexaminer la conception de cette composante et mettre en place une combinaison d'approches préventives et curatives. L'appui aux groupes vulnérables sera maintenu tout au long des périodes critiques de leur vie. Selon des estimations récentes, 320 000 enfants de 6 à 24 mois souffrent de malnutrition aiguë dans les zones où la pauvreté est élevée –la nutrition communautaire ciblera les régions les plus pauvres où d'autres interventions relevant du programme de pays et d'initiatives conjointes sont actuellement menées. La

---

<sup>3</sup> UNICEF, 2009. *Quality Primary Education in Bangladesh* (Un enseignement primaire de qualité au Bangladesh). New York.

<sup>4</sup> Banque mondiale, 2006. *Social Safety Nets*. Development Series (Filets de protection sociale. Série sur le développement) – Document No 9. Dhaka: p. 13. Voir aussi PAM, UNICEF, Institut de la santé publique et de la nutrition et Gouvernement bangladais, 2009. *Bangladesh Household Food Security and Nutrition Assessment* (Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Bangladesh). Dhaka: p. 4.

présente révision budgétaire viendra en aide à 75 000 enfants de 6 à 24 mois au moyen d'une distribution générale de suppléments alimentaires ainsi qu'à 173 000 personnes bénéficiant actuellement d'une aide alimentaire curative (enfants de 6 à 24 mois, femmes enceintes et mères allaitantes, et adolescentes). Elle prévoit en outre des ressources pour permettre au PAM de mener un projet pilote de production locale d'aliments devant être distribués à 6 000 enfants.

16. L'achèvement des études primaires demeure un réel problème au Bangladesh. En dépit du bon niveau de scolarisation, le taux d'abandon est supérieur à 30 pour cent. D'après une analyse récente du Boston Consulting Group, 4,2 millions d'élèves du primaire ont besoin de repas scolaires dans les zones où la pauvreté est élevée et où les résultats scolaires sont médiocres. La présente révision budgétaire prévoit le maintien de l'assistance offerte à 1,3 million d'enfants dans ces zones jusqu'à la fin de 2011. La poursuite de la distribution de repas dans les écoles est cruciale pour réduire l'anémie et augmenter la fréquentation: entre 2007 et 2009, l'intervention du PAM a permis de faire progresser les taux de scolarisation et d'assiduité de 17 et 8 pour cent respectivement et de diminuer le taux d'abandon de 7 pour cent.
17. Dans la perspective à long terme de transfert des responsabilités de l'alimentation scolaire au Gouvernement, la présente révision budgétaire prévoit des ressources pour permettre au PAM d'assurer une assistance technique à l'appui de la mise en place d'un programme national dans ce domaine.
18. Le PAM continuera de renforcer la capacité de résistance des communautés victimes de catastrophes en créant des avoirs communautaires destinés à protéger les moyens de subsistance des bénéficiaires, notamment à travers des activités de type Vivres contre travail et Espèces contre travail. Dans le cadre de cette composante, le PAM fournira les vivres et le Gouvernement les espèces. La valeur totale du transfert repose sur le taux de rémunération agricole en vigueur.
19. Les espèces apportées par le Gouvernement pour renforcer la capacité d'adaptation des communautés viennent compléter les ressources du PAM. Ce dernier n'est pas responsable de la distribution ni du suivi de ce transfert monétaire<sup>5</sup>. Dans le cadre de cette composante, des rations alimentaires seront distribuées à 25 000 ménages vulnérables pendant les périodes de soudure d'avril-mai et de septembre-novembre, ou au lendemain de chocs soudains.
20. Sur la base de l'analyse de la vulnérabilité, des activités de renforcement de la résistance des communautés aux chocs sont prévues dans la région septentrionale touchée par l'érosion fluviale et dans les zones méridionales sujettes aux raz-de-marée, à la salinisation et aux cyclones. D'après les observations sur le terrain, 20 pour cent des ménages les plus pauvres victimes de phénomènes climatiques seraient en situation d'insécurité alimentaire du fait de la perte de moyens de subsistance et d'avoirs productifs. Sur les 460 000 bénéficiaires de cette composante, 100 000 (20 000 ménages) recevront un subside pour relancer des activités génératrices de revenus en vue d'instaurer la sécurité alimentaire sur le long terme. Ce type d'activité est souvent mis en œuvre par des parties prenantes au Bangladesh et donne d'excellents résultats.
21. Le PAM est en train d'évaluer sa propre utilisation des subsides. Il entreprendra notamment début 2011 un examen des effets directs obtenus et procédera à une évaluation approfondie dans le cadre du prochain programme de pays (2012–2015).

---

<sup>5</sup> Les transferts monétaires ne sont pas enregistrés dans le Système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS).

**TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ**

Activité	Bénéficiaires											
	Nombre actuel				Augmentation				Nombre révisé			
	Vivres	Vivres et espèces	Espèces	Total	Vivres	Vivres et espèces	Espèces	Total	Vivres	Vivres et espèces	Espèces	Total
Développement en faveur des groupes vulnérables	1 305 000	-	150 00	1 455 000	(1 305 000)	-	-	(1 305 000)	-	-	150 000	150 000
Nutrition communautaire	173 000	-	-	173 000	81 000	-	-	81 000	254 000	-	-	254 000
Vivres pour l'éducation	1 262 000	-	-	1 262 000	-	-	-	-	1 262 000	-	-	1 262 000
Renforcement de la résistance des communautés aux chocs	460 000	40 000	-	500 000	-	100 000	-	100 000	460 000*	140 000**	-	500 000 ***
<b>Total partiel</b>	<b>3 200 000</b>	<b>40 000</b>	<b>150 000</b>	<b>3 390 000</b>	<b>(1 224 000)</b>	<b>100 000</b>	<b>-</b>	<b>(1 124 000)</b>	<b>1 976 000</b>	<b>140 000</b>	<b>150 000</b>	<b>2 166 000</b>

\* Sur 460 000 bénéficiaires: i) 125 000 recevront des secours en cas de catastrophe; et ii) 100 000 obtiendront un subside.

\*\*100 000 bénéficiaires (25 000 ménages à sélectionner parmi 460 000 bénéficiaires) continueront de recevoir une aide par le biais du volet Redressement de la composante Renforcement de la capacité de résistance des communautés aux chocs.

\*\*\* À l'exclusion des 100 000 bénéficiaires décrits ci-dessus.

## BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN ESPÈCES

22. Les modifications apportées aux besoins liés aux transferts alimentaires et monétaires sont indiquées au tableau 2.

**TABLEAU 2: BESOINS ALIMENTAIRES/MONÉTAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ**

	Besoins actuels	Augmentation	Besoins révisés
<b>Produits alimentaires (tonnes)</b>			
Développement en faveur des groupes vulnérables	444 049		444 049
Nutrition communautaire	9 727	4 272	13 999
Vivres pour l'éducation	125 498	25 200	150 698
Renforcement de la résistance des communautés aux chocs	71 266	41 586	112 852
<b>TOTAL</b>	<b>650 540</b>	<b>71 058</b>	<b>721 598</b>
<b>Espèces (dollars)</b>			
Développement en faveur des groupes vulnérables	6 889 988	3 912 814	10 802 802
Renforcement de la résistance des communautés aux chocs	1 988 471	4 100 000	6 088 471
<b>TOTAL</b>	<b>8 878 459</b>	<b>8 012 814</b>	<b>16 891 273</b>

23. Cette révision budgétaire ne tient compte d'aucun changement dans les modalités de distribution, mais les rations utilisées dans le cadre de certaines activités ont été légèrement modifiées.

<b>TABLEAU 3: MODIFICATION DES RATIONS</b>			
<b>Composante</b>	<b>Rations alimentaires</b>		<b>Remarques</b>
	<b>Existantes</b>	<b>Nouvelles</b>	
<b>Développement en faveur des groupes vulnérables</b>	25 kg de farine de blé	Sans objet	Aucune distribution alimentaire prévue en 2011.
<b>Nutrition communautaire</b>	Enfants: 200 g de mélange blé-soja enrichi par enfant et par jour. Femmes: 250 g de mélange blé-soja enrichi par personne et par jour	Enfants: 200 g de mélange blé-soja enrichi; 20 g de sucre et 25 g d'huile végétale par jour Femmes: 250 g de mélange blé-soja enrichi par jour pour les femmes enceintes et les mères allaitantes	Le mélange blé-soja enrichi est actuellement distribué à la place du mélange blé-soja simple. Le mélange blé-soja enrichi importé ne contient pas de sucre. Devant les problèmes que posent son acceptation et son utilisation par les bénéficiaires, du sucre est ajouté afin d'assurer une consommation adéquate. De l'huile végétale est également ajoutée pour faciliter l'acceptation du produit par les communautés.
<b>Vivres pour l'éducation</b>	75 g de biscuits par enfant et par jour	75 g de biscuits par enfant et par jour	Aucune modification.
<b>Renforcer la résistance des communautés aux chocs</b>	Redressement: 500 g de riz ou de blé par personne et par jour	Redressement: 333 g de riz; 40 g de légumes secs; 20 g d'huile végétale par personne et par jour	Fournit aux ménages des assortiments alimentaires diversifiés conformément à la recommandation formulée dans le document de stratégie de pays.
	Secours: biscuits pendant les 15 premiers jours, puis ration à emporter (riz, légumes secs, mélange blé-soja enrichi, sucre et huile végétale)	Secours: biscuits pendant les 15 premiers jours, puis ration à emporter (riz, légumes secs, mélange blé-soja enrichi, sucre et huile végétale)	Aucune modification. Comprend l'aide apportée à 25 000 ménages à sélectionner parmi 92 000 ménages (460 000 personnes) bénéficiant du volet Redressement de la composante Renforcement de la résistance des communautés aux chocs.
		Subside: distribution exceptionnelle d'une somme forfaitaire de 14 000 takas <sup>6</sup> par ménage	Comprend l'aide apportée à 20 000 ménages à sélectionner parmi 92 000 ménages (460 000 personnes) bénéficiant du volet Redressement de la composante Renforcement de la résistance des communautés aux chocs.

<sup>6</sup> Soit l'équivalent de 204 dollars (taux de change des Nations Unies, août 2010).

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DANS LE CADRE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE</b>			
<b>Produits alimentaires<sup>1</sup>/espèces</b>	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
Céréales	34 470	14 132 700	
Légumes secs	4 163	2 000 914	
Huile et matières grasses	2 538	2 385 720	
Aliments composés et mélanges	29 431	27 002 221	
Autres	457	345 506	
<b>Coût total des produits alimentaires</b>	<b>71 059</b>	<b>45 867 061</b>	
Transferts monétaires		8 012 814	
<b>Coût total des rations alimentaires, des bons d'alimentation et des transferts monétaires</b>			<b>53 879 875</b>
Transport extérieur			2 152 425
Transport terrestre, entreposage et manutention			2 695 056
Autres coûts opérationnels directs			5 682 199
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir annexe I-B)			6 556 115
<b>Total des coûts directs pour le PAM</b>			<b>70 965 670</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			4 967 597
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>75 933 266</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation. Le contenu peut varier.

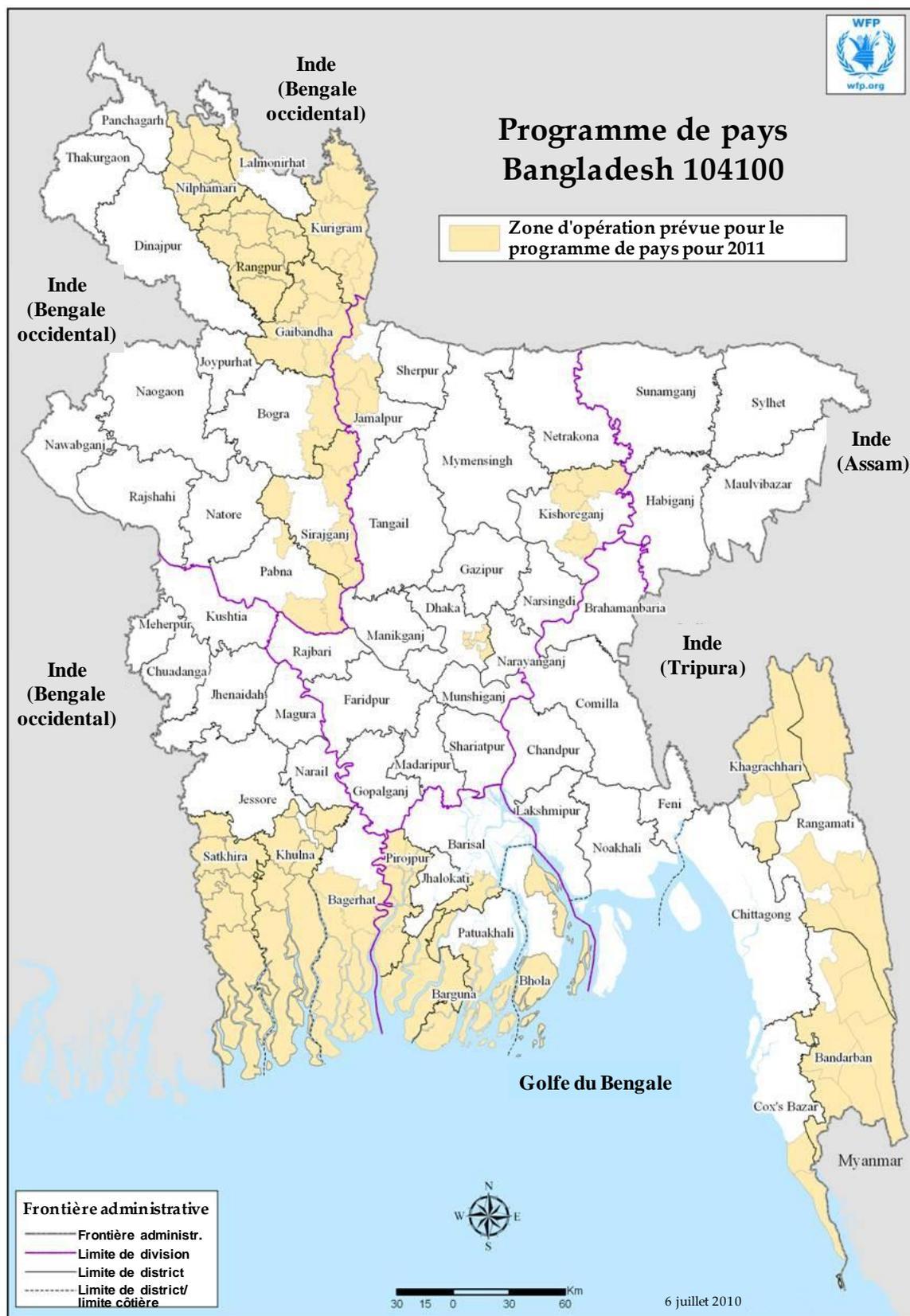
<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

## ANNEXE I-B

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	1 317 806
Administrateurs recrutés sur le plan national	1 057 114
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	1 065 330
Personnel temporaire	233 303
Heures supplémentaires	20 609
Consultants internationaux	244 783
Consultants nationaux	16 297
Services de conseil commercial	200 000
Voyages officiels du personnel	736 600
<b>Total partiel</b>	<b>4 891 842</b>
<b>Dépenses récurrentes</b>	
Location de locaux	552 580
Charges (électricité, etc.)	78 965
Fournitures de bureau et autres consommables	51 875
Services de télécommunications et d'informatique	150 247
Réparation et entretien du matériel	14 991
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	206 800
Aménagement des bureaux et réparations	18 095
Prestations d'organismes des Nations Unies	35 374
<b>Total partiel</b>	<b>1 108 927</b>
<b>Dépenses de matériel et d'équipement</b>	
Location de véhicules	183 600
Matériel informatique	296 286
Dépenses de sécurité	75 460
<b>Total partiel</b>	<b>555 346</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>6 556 115</b>

## ANNEXE II



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.